

EUROPE DURABLE – AVENIR DURABLE

Programme de la présidence finlandaise du
Conseil de l'Union européenne

Présidence finlandaise du Conseil de l'UE
du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019

EU2019.FI

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION.....	3
2. VALEURS COMMUNES ET L'ÉTAT DE DROIT - PIÈCES MAÎTRESSES DE L'ACTION EUROPÉENNE	5
3. UNE UNION EUROPÉENNE COMPÉTITIVE ET SOCIALEMENT INCLUSIVE.....	6
3.1 Un véritable marché intérieur tourné vers l'avenir.....	6
3.2 La croissance inclusive repose sur le bien-être et les connaissances	8
3.3 Une politique commerciale ambitieuse, ouverte et fondée sur des règles.....	9
3.4 Vers une union économique inclusive.....	10
4. L'UNION EUROPÉENNE - LEADER MONDIAL EN MATIÈRE DE CLIMAT	11
5. SAUVEGARDE DE LA PROTECTION GLOBALE DES CITOYENS.....	12
5.1 L'UE, un acteur fort, uni et efficace sur la scène internationale	12
5.2 Coopération en matière de sécurité et de défense pour protéger l'Europe et renforcer la sécurité.....	14
5.3 Résilience face aux crises pour contrer des menaces hybrides et informatiques.....	15
6. AUTRES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTIE FINLANDAISE	16
6.1 Gestion globale des migrations.....	16
6.2 Le cadre financier pluriannuel (2021-2027), moteur de la mise en œuvre des priorités de l'UE.....	17

1. INTRODUCTION

Renforcer les valeurs communes et l'État de droit, rendre l'Union plus compétitive et socialement plus inclusive, consolider la position de l'UE en tant que leader mondial en matière de climat, ainsi que garantir la sécurité globale des citoyens: telles sont les priorités de la présidence finlandaise.

La Finlande assumera la présidence du Conseil de l'Union européenne à un tournant important. Les chefs d'État et de gouvernement viennent de parvenir à un accord sur le programme stratégique 2019-2024 ambitieux et tourné vers l'avenir, afin de développer l'Union et de répondre aux défis venant aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur.

Le contexte global dans lequel se trouve l'UE est de plus en plus complexe et imprévisible: les rivalités entre les grandes puissances et l'unilatéralisme marqué s'intensifient constamment et le système international fondé sur des règles, ainsi que ses normes et ses principes, sont remis en cause. Les valeurs communes de l'Union sont elles aussi remises en question.

En outre, un des États membres est sur le point de quitter l'UE. Nous nous préparons à la sortie du Royaume-Uni de l'UE, avec ou sans accord de retrait. L'objectif est de défendre l'unité et les intérêts de l'UE. Le Brexit ne doit pas monopoliser l'agenda européen au détriment d'autres sujets essentiels.

L'unité de l'Union devient un élément d'autant plus crucial. Il faut préserver les facteurs clés de l'intégration européenne: la paix, la sécurité, la stabilité, la démocratie et la prospérité. Pour répondre aux plus grands défis de notre époque et apporter la prospérité, l'UE doit absolument rester unie et défendre ses valeurs communes.

La réussite européenne repose sur les institutions démocratiques, les droits de l'homme et l'État de droit. Il convient de renforcer la mise en œuvre de l'État de droit, afin que les citoyens de l'UE puissent vivre en paix et bénéficier de droits égaux, et que l'UE puisse défendre de manière crédible le système multilatéral fondé sur des règles et les institutions internationales des droits de l'homme.

Nos actions doivent cibler les domaines dans lesquels l'UE peut générer la plus grande valeur ajoutée à l'échelle européenne. Si nous voulons répondre aux attentes des citoyens, nous devons intensifier nos efforts visant à stimuler une croissance durable et à lutter contre les changements climatiques.

Nous devons tendre vers une UE compétitive et socialement inclusive. Le marché intérieur, le libre-échange basé sur des règles, ainsi qu'une réglementation de qualité et toujours actualisée, aident à garantir la compétitivité de l'UE dans son ensemble. Il est essentiel d'utiliser pleinement le potentiel de la recherche, du développement et de l'innovation, ainsi que de la transformation numérique. En

promouvant les connaissances et l'éducation, l'équité territoriale et sociale ainsi que l'égalité des genres, l'UE assurera une croissance durable et le bien-être pour ses citoyens.

La durabilité doit être le dénominateur commun de toutes les actions de l'UE, et la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 doit être assurée dans l'Union et au-delà. L'UE doit raffermir son image en tant que leader mondial en matière de climat. À cet égard, elle doit élaborer une stratégie à long terme en faveur du climat afin de rendre l'UE neutre en carbone à compter de 2050.

La Finlande veut renforcer une politique européenne tenant compte de la stabilité, des opportunités économiques, de l'emploi et de la nature extrêmement sensible de la région de l'Arctique. La nécessité d'atténuer les changements climatiques doit se trouver au cœur des actions soutenues par le financement en matière de recherche, de développement et d'innovation. La Finlande assumera un rôle essentiel dans le renforcement de la politique arctique.

En vue de garantir la sécurité globale des citoyens, il convient de renforcer la sécurité intérieure et extérieure ainsi que la coopération en matière de défense, y compris la lutte contre les menaces hybrides.

La légitimité de l'UE repose sur sa capacité à assurer une prospérité sociale, écologique et économique durable. Eu égard à l'image de l'UE, il est essentiel d'assurer une prise de décision efficace et la mise en œuvre de ce qui a été convenu. Seule une Union européenne forte et opérationnelle peut faire entendre sa voix sur la scène mondiale.

La transparence, l'amélioration de la réglementation, le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité, ainsi que la participation des citoyens sont des éléments essentiels pour renforcer la confiance à l'égard de l'Union européenne. La présidence finlandaise s'efforcera de communiquer de manière ouverte, active et claire, pour que les activités et les réussites de l'UE soient mieux comprises partout en Europe. Nous voulons également favoriser une utilisation accrue des outils numériques dans le travail du Conseil.

La présidence finlandaise sera la première présidence à mettre en œuvre les priorités du programme stratégique 2019-2024 au sein du Conseil. Comme le souligne le programme du trio de présidences, nous nous engageons à assurer un passage fluide à la législature suivante et à établir des relations étroites et constructives avec les autres institutions européennes.

2. VALEURS COMMUNES ET L'ÉTAT DE DROIT – PIÈCES MAÎTRESSES DE L'ACTION EUROPÉENNE



L'Union européenne est avant tout une communauté de valeurs, et l'adhésion à l'UE implique le respect de valeurs fondamentales communes. Du point de vue du bon fonctionnement, de l'acceptabilité et de la crédibilité de l'UE, il est indispensable d'assurer le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs doivent être préservées et renforcées de manière globale. Non seulement cela protégera les Européens, mais il s'agit également d'un élément qui a un impact sur l'économie européenne. L'indépendance des juridictions constitue l'épine dorsale de l'État de droit.

La présidence finlandaise veut contribuer au renforcement et au développement des instruments de défense de l'État de droit. L'objectif est de trouver des moyens plus appropriés et plus efficaces pour assurer le respect des valeurs communes dans les États membres et prévenir les problèmes. Le dialogue sur l'État de droit instauré par le Conseil sera évalué puis développé de manière à être plus structurel et plus orienté vers les résultats. La mise en place d'un mécanisme d'évaluation par les pairs sera aussi poursuivie. Les négociations conditionnant l'attribution de fonds européens au respect de l'État de droit continueront également. À terme, le but est d'établir un mécanisme efficace et équilibré pour garantir cette conditionnalité.

De plus, il est essentiel de lutter contre la corruption, qui déstabilise les fondements des valeurs et des règles communes de l'Union, sape la confiance des citoyens dans les autorités et entrave la bonne gestion financière.

L'UE doit également faire des efforts pour promouvoir l'égalité et l'inclusion dans tous les domaines politiques. Les inégalités entraînent une perte considérable de potentiel humain et économique, aussi bien au niveau des États membres qu'à l'échelle européenne. L'UE a besoin d'une stratégie en faveur de l'égalité des genres – une stratégie basée autant sur des mesures individuelles que sur l'intégration des questions d'égalité dans les différentes politiques.

3. UNE UNION EUROPÉENNE COMPÉTITIVE ET SOCIALEMENT INCLUSIVE



L'économie européenne continuera à progresser, mais à un rythme plus lent. L'adaptation des modes de fonctionnement du marché du travail à l'évolution technologique rapide et à la redistribution des emplois à l'échelle mondiale est un défi majeur. Il convient de noter le renforcement et la convergence des finances publiques, tout comme la hausse du taux d'emploi. Des efforts supplémentaires sont pourtant nécessaires pour améliorer les opportunités économiques des citoyens. Si le chômage des jeunes est à la baisse, de nouvelles mesures doivent être prises dans ce domaine: nous ne pouvons pas nous permettre de perdre une génération. Il est indispensable d'améliorer la mise en œuvre des règles et des mesures politiques convenues ensemble.

Les tensions du commerce international, le Brexit et l'insécurité croissante du climat politique accentuent la nécessité de poursuivre les réformes nationales. L'UE doit être en mesure de faire face au vieillissement de la population et à la concurrence internationale accrue en améliorant sa productivité et sa compétitivité au moyen d'actions durables.

Pendant la législature à venir, l'UE doit accorder une attention accrue aux politiques essentielles du point de vue de la croissance, de la compétitivité et de la création d'emplois. L'UE a besoin d'une stratégie globale à long terme en faveur de la croissance durable et de la compétitivité. Cette stratégie doit inclure, en particulier, des mesures visant à promouvoir le bon fonctionnement du marché intérieur, et une politique commerciale ambitieuse et fondée sur des règles. L'UE doit se donner pour objectif de devenir, à l'échelle mondiale, la puissance économique à faible intensité de carbone la plus compétitive et socialement inclusive.

3.1 Un véritable marché intérieur tourné vers l'avenir

Avec un produit intérieur brut (PIB) de 15 000 milliards d'euros, le marché intérieur de l'UE constitue l'une des premières économies mondiales. Le marché intérieur représente 500 millions de consommateurs et 21 millions d'entreprises. Selon les estimations, les bénéfices économiques générés par le marché intérieur constituent 8,5 % du PIB de l'UE.

Le bon fonctionnement du marché intérieur, le libre-échange fondé sur des règles, ainsi qu'une réglementation de qualité et toujours actualisée aident à garantir la compétitivité de l'UE. Le modèle de bien-être européen repose sur la croissance économique. Le renforcement de l'efficacité du marché intérieur constitue le meilleur moyen de promouvoir la croissance et le bien-être. L'approfondissement du marché intérieur nécessite une approche encore plus globale et tournée vers l'avenir, dans laquelle la politique du marché intérieur, la transformation numérique, la politique de concurrence et de l'industrie moderne, ainsi que la politique commerciale forment un ensemble cohérent. Cette cohérence est nécessaire pour développer le pilier social. Le marché intérieur pourra ainsi

généraliser des résultats tangibles au bénéfice de nos citoyens. Nous devons nous assurer que le marché intérieur traite tous les Européens de manière équitable. C'est pourquoi il faut veiller à la mise en œuvre de normes sociales et de travail modernes dans l'ensemble de l'Union, et évaluer le besoin de mettre à jour le droit du travail et les systèmes de protection sociale en vue de pouvoir mieux prendre en compte les nouvelles formes d'emploi. Il est essentiel de garantir le respect des conditions de travail aux travailleurs détachés dans le pays d'emploi, et d'assurer un contrôle efficace en la matière, dans le pays d'origine comme dans le pays de travail. Une attention particulière doit être portée à la mise en œuvre complète des dispositions actuellement en vigueur, ainsi qu'à la coopération entre différentes autorités. La nouvelle Autorité européenne du travail jouera un rôle central à cet égard.

Nous promouvoir une politique industrielle active au niveau de l'UE et chercherons à rédiger un plan pour soutenir le développement durable des entreprises européennes dans le processus global de mutations.

Le potentiel de croissance de l'UE est étroitement lié au fonctionnement du secteur des services. Le développement de l'économie numérique fondée sur les données, de l'innovation, de nouvelles technologies et de nouveaux modèles commerciaux, ainsi que le fonctionnement des chaînes de valeur de l'économie, reposent notamment sur l'économie tertiaire. Afin d'augmenter l'efficacité du marché intérieur des services, il convient de concentrer nos efforts sur les services numériques et sur l'élimination des entraves au commerce des services transfrontières.

Notre objectif doit être de placer l'UE au premier rang mondial en matière d'économie numérique. La transformation numérique, l'intelligence artificielle, l'économie des données et l'économie des plateformes sont des facteurs clés pour la productivité, la croissance, le bien-être et l'emploi de l'Europe. À long terme, la croissance économique et les emplois dépendent de la transition industrielle vers la pleine mise en œuvre du potentiel du numérique. La santé et la mobilité, en particulier, sont des domaines dans lesquels le passage au numérique offre de nombreuses opportunités économiques. Il faut également tirer le meilleur parti du potentiel de croissance des secteurs culturels et créatifs. Le soutien fort du programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon Europe" est essentiel pour le développement du numérique, de l'innovation et des nouvelles technologies.

Il faut faire des efforts pour mettre en place une économie des données compétitive et centrée sur les personnes. Il s'agit de promouvoir la disponibilité, la compatibilité et l'utilisation des données tout en respectant les droits et la vie privée des individus. Les avancées dans ce domaine sont indispensables, car l'économie des données forme la base du développement des services numériques et des activités économiques y afférentes, ainsi que de l'utilisation des nouvelles technologies, y compris l'intelligence artificielle. Par conséquent, nous devons examiner les domaines nécessitant davantage d'efforts en tendant vers une approche horizontale qui tienne compte du rôle de l'économie des données et des besoins qui y sont liés dans l'ensemble des secteurs.

Le secteur des transports possède un potentiel significatif pour soutenir la croissance et la durabilité par l'intermédiaire de nouvelles opportunités économiques, de nouveaux services et des réductions d'émissions. Les mesures

liées à ce secteur visent à faire avancer les dossiers législatifs en cours d'examen, à assurer des conditions propices à des services numériques de qualité, ainsi qu'à promouvoir les réseaux de transport opérationnels, les transports sans carbone et le concept de mobilité en tant que service. La transformation numérique et l'automatisation sont utiles pour l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité des transports et aident à atteindre les objectifs environnementaux, pour l'ensemble des moyens de transport. Par conséquent, il convient de faire avancer la transformation numérique et l'automatisation.

3.2 La croissance inclusive repose sur le bien-être et les connaissances

Étant donné l'amélioration des conditions économiques et de la situation de l'emploi en Europe, nous devons faire face à un nouveau défi: la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les politiques ayant une dimension sociale joueront un rôle essentiel à l'égard du renforcement de la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée sur le marché intérieur. Les personnes inactives en bénéficieront aussi, car la hausse du taux d'emploi contribue au renforcement et à la stabilisation des bases financières des États-providence. Garantir le bien-être des citoyens est un des objectifs fondamentaux de l'UE, nous devons nous en souvenir. Nous devons promouvoir l'économie du bien-être, cette nouvelle approche globale qui aide à comprendre de quelle façon le bien-être des personnes améliore la productivité, stimule la croissance économique et réduit les dépenses publiques à long terme.

L'Europe doit devenir le numéro un mondial dans les domaines de l'éducation et de la recherche. En ce qui concerne l'apprentissage tout au long de la vie, l'UE doit être dotée d'une stratégie globale, tournée vers l'avenir, qui tient compte des changements dans le monde du travail et de la transformation numérique. Nous devons également renforcer le programme Erasmus pour promouvoir l'éducation, les connaissances et la mobilité et pour mieux soutenir les universités européennes. À plus long terme, nous devons tendre vers la création d'un modèle européen de "super-université", basé sur la mise en réseau des établissements d'enseignement supérieur. De plus, nous devons examiner les nouvelles formes de travail afin d'évaluer si les lois du travail et les systèmes de sécurité sociale actuels sont à jour. Les mesures européennes doivent viser à stimuler la mobilité des travailleurs au sein de l'UE et à promouvoir le recrutement des personnes hautement qualifiées provenant de pays tiers. Il convient d'éliminer les obstacles à la mobilité et d'approfondir le marché du travail européen. En ce qui concerne la politique européenne en matière de migrations, le développement du système de routes migratoires légales contribue à une meilleure disponibilité de la main-d'œuvre.

La participation des femmes au marché du travail est l'un des moyens clés permettant de maximiser le nombre de travailleurs compétents. L'UE et ses États membres doivent continuer les efforts visant à promouvoir l'égalité des genres dans le monde du travail, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et l'équité salariale. En outre, il est indispensable de soutenir la prolongation de la vie professionnelle en promouvant la santé et la sécurité au travail, les politiques de santé et le travail à temps partiel.

L'Europe ne peut pas se permettre de gaspiller son capital humain. Par conséquent, il faut accorder une attention particulière à la promotion de l'inclusion sociale des

jeunes. Tous les jeunes, de toutes origines, devraient avoir les mêmes chances d'améliorer leurs savoir-faire numériques.

3.3 Une politique commerciale ambitieuse, ouverte et fondée sur des règles

Les tensions croissantes dans les relations commerciales internationales ainsi que le protectionnisme constituent une source d'inquiétude pour l'économie européenne. Dans ce contexte, l'UE doit défendre le système multilatéral et les règles communes. Elle doit aussi lutter contre une approche individualiste et contre la création de nouvelles barrières commerciales.

L'UE est la plus grande zone de libre-échange et le premier exportateur de produits industriels et de services dans le monde. Pour les citoyens européens, le commerce international apporte d'importants bénéfices économiques, générateurs de bien-être. Depuis la première présidence finlandaise du Conseil de l'UE (en 1999), le commerce entre l'UE et le reste du monde a plus que doublé, et sa proportion représente déjà actuellement un tiers du PIB de l'UE. Plus de 36 millions d'emplois européens dépendent des exportations de l'UE vers les pays tiers. Ces exportations apportent une valeur ajoutée de 2 300 milliards d'euros pour l'UE. Afin de stimuler la croissance économique et l'emploi en Europe, il convient d'ouvrir de nouveaux marchés et de renforcer les règles communes. Une politique commerciale ambitieuse, ouverte et fondée sur des règles constitue le meilleur moyen de soutenir la compétitivité européenne et l'attractivité de l'UE en tant que partenaire commercial.

L'UE est active dans le domaine de la politique commerciale, et elle joue un rôle essentiel pour le maintien et le renforcement du système commercial multilatéral. La réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi que l'amélioration de sa crédibilité et de ses capacités, sont des objectifs importants. Le maintien de son système contraignant de règlement des différends est essentiel.

Les accords commerciaux conclus par l'UE aident à assurer des conditions de concurrence plus équitables et à faciliter la participation des entreprises européennes aux chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales. Pendant la présidence finlandaise, l'UE poursuivra les négociations en vue de conclure des accords commerciaux ambitieux et équilibrés avec ses partenaires clés. Il est important de renforcer le caractère contraignant des objectifs de développement durable inclus dans les accords commerciaux de l'UE. Les accords conclus doivent rapidement entrer en vigueur et être mis en œuvre efficacement et intégralement, afin que les citoyens et les entreprises de l'UE puissent en tirer pleinement parti.

La présidence finlandaise poursuivra également les discussions visant à renforcer les relations commerciales entre l'UE et les États-Unis sur la base d'une déclaration conjointe du président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et du président Trump (de juillet 2018). La promotion des relations avec la Chine en matière de commerce et d'investissements constitue également un objectif important. L'UE vise à établir une relation commerciale plus équilibrée avec la Chine. Il faut faciliter l'accès des entreprises européennes aux marchés chinois et assurer des conditions de concurrence plus équitables à l'échelle mondiale.

3.4 Vers une union économique inclusive

La croissance économique durable repose sur des mesures politiques déterminées. Afin d'assurer le bon fonctionnement du marché financier intérieur, il convient de renforcer le marché des capitaux, d'accomplir l'union bancaire et de mettre en place des instruments de résolution efficaces. La coordination des politiques économiques doit être plus transparente, et le cadre y afférent doit être simplifié. La responsabilité ultime en matière de politique économique incombe toutefois à chaque État membre.

Un secteur bancaire sain est une précondition pour le financement des investissements nécessaires dans le développement technologique et dans la lutte contre les changements climatiques. Par conséquent, il est indispensable de continuer à fournir des efforts déterminés visant à réduire les risques: la mise en place de l'union bancaire nécessite des mesures ambitieuses. Les discussions se poursuivront conformément à la feuille de route établie et couvriront la question du traitement prudentiel réservé aux obligations d'État. La présidence finlandaise s'efforcera de faire avancer les discussions techniques sur le système commun de garantie des dépôts.

La finance durable et la répartition des risques liés au marché des capitaux sont des éléments essentiels en vue de renforcer l'union économique et monétaire. À cet égard, il faudra trouver une solution pour assainir les relations entre les banques et les États. La finance verte doit compléter les actions durables menées dans le cadre de la politique en matière de climat.

La création d'un nouvel instrument axé sur les besoins spécifiques de la zone euro est envisagée dans le cadre du budget de l'UE. L'objectif est de rapprocher les États membres et d'améliorer leur compétitivité. Le renforcement du mécanisme européen de stabilité est également prévu afin de préserver la stabilité financière.

Les discussions concernant l'imposition de l'économie numérique se poursuivront au même rythme que celles menées au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire la concurrence fiscale dommageable et pour prévenir l'évasion fiscale. Ces efforts pourraient prendre la forme d'une coopération plus étroite au niveau de l'UE pour lutter contre ces pratiques et contre la planification fiscale agressive. Ces mesures politiques contribuent au renforcement des conditions de concurrence équitables et prévisibles au profit des entreprises. De plus, il convient de veiller à ce que les autorités de surveillance bancaire aient les compétences suffisantes et les capacités nécessaires pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

4. L'UNION EUROPÉENNE – LEADER MONDIAL EN MATIÈRE DE CLIMAT



L'UE a joué un rôle pionnier dans la lutte contre les changements climatiques et dans la promotion des actions globales découlant de l'accord de Paris. Au titre de l'accord de Paris, l'objectif est de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en-dessous de 2°C, de préférence à 1,5°C. Cela implique de parvenir le plus vite possible à un équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et les puits de carbone à l'échelle mondiale. Nous devons déployer des efforts pour pouvoir atteindre les objectifs de l'accord de Paris et prévenir les conséquences sévères des changements climatiques. Combinée efficacement à des mesures politiques, la transition vers une Europe neutre sur le plan climatique renforce aussi la croissance économique et la compétitivité de l'UE pendant les décennies à venir.

Afin d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris, les parties se sont engagées à mettre à jour, au plus tard en 2020, c'est-à-dire avant la fin de l'année 2020, leurs objectifs nationaux en matière de réduction d'émissions à l'horizon 2030, ainsi qu'à élaborer et à faire parvenir à l'ONU leurs stratégies de réduction d'émissions à long terme. La communication de la Commission intitulée "Une planète propre pour tous – Une vision européenne stratégique à long terme pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat" a lancé les discussions sur les travaux préparatoires à mener au niveau de l'UE en vue de transmettre à l'ONU la stratégie européenne à long terme. Ce processus se poursuivra pendant la présidence finlandaise. L'objectif est de pouvoir identifier les éléments essentiels de la stratégie à long terme au sein du Conseil européen avant la fin 2019.

L'intégration des questions climatiques dans tous les secteurs constitue un élément fondamental. La mise en place de l'union européenne de l'énergie et la stimulation des réductions d'émissions en sont des exemples.

La transition vers la bioéconomie et l'économie circulaire contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et renforcera la compétitivité de l'Europe. De même, elle aidera à renouveler l'économie et l'industrie, et elle favorisera la création de nouveaux emplois, le développement durable et la protection de l'environnement. Nous nous engageons à faire avancer la mise en œuvre de la stratégie sur la bioéconomie, récemment mise à jour par la Commission. En ce qui concerne l'économie circulaire, les mesures prises jusqu'à présent ont notamment porté sur les plastiques, les déchets, le renforcement de l'influence des consommateurs ainsi que l'engagement des parties prenantes. Parallèlement à ce travail, il est nécessaire de montrer la direction à suivre pour les prochaines étapes, comme l'élargissement de ces mesures à de nouveaux secteurs. La transition vers la circulation des matériaux est un élément essentiel dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans la préservation de la biodiversité.

Le poids stratégique et économique de l'eau potable propre et des aliments sains, ainsi que de l'agriculture et de la gestion des forêts durables, augmente. Nous voulons promouvoir une politique agricole commune qui tient mieux compte des changements climatiques. Nous ferons avancer les mesures visant à mettre en œuvre la convention de l'ONU sur la diversité biologique, à stimuler l'utilisation durable des ressources naturelles et à améliorer le bien-être des animaux.

5. SAUVEGARDE DE LA PROTECTION GLOBALE DES CITOYENS



Les conflits et les hostilités dans les pays voisins ont un impact sur la sécurité de l'Union. Ces conflits sont causés par des violations du droit international et des droits de l'homme ainsi que par les conséquences négatives des changements climatiques.

Il est important que l'UE utilise, de manière cohérente, tous ses instruments d'action extérieure afin d'intervenir dans ces conflits: la diplomatie, les opérations de gestion de crise, la politique commerciale et l'aide au développement. L'UE doit promouvoir des solutions multilatérales et renforcer sa contribution à la prévention des conflits et à la médiation, en portant une attention particulière au rôle des femmes et des jeunes.

Pour protéger l'Europe, nous devons utiliser les instruments disponibles et nous préparer ensemble à faire face aux éventuelles menaces.

L'UE joue un rôle clé pour renforcer la sécurité globale de tous les citoyens. La sécurité des frontières et la lutte contre la criminalité transfrontalière sont au cœur des actions par lesquelles l'UE et ses États membres peuvent faire de l'Union un lieu plus sûr. Ceci suppose également de réduire les inégalités.

La sécurité intérieure de l'UE doit être renforcée de manière globale, qu'il s'agisse de prévention de la criminalité, de coopération en matière d'application des lois, de coopération judiciaire, de sécurité des frontières, de protection civile ou d'autres secteurs d'activité essentiels.

La stratégie de sécurité intérieure de l'Union européenne constitue une base solide pour la coopération pratique dans ce domaine. Il est temps d'en évaluer les points forts et les points nécessitant des efforts supplémentaires. Il est indispensable d'identifier les nouvelles menaces à la sécurité intérieure pour pouvoir renforcer nos capacités à y réagir. À cet égard, il faut tenir compte des liens de plus en plus étroits entre sécurité intérieure et sécurité extérieure.

5.1 L'UE, un acteur fort, uni et efficace sur la scène internationale

Afin d'assurer la prospérité, le succès et la sécurité de l'Europe, l'UE doit mener une action extérieure forte. La présidence finlandaise soutiendra le travail mené par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité en vue de renforcer l'action extérieure conformément à la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE.

L'environnement opérationnel dans lequel se trouve l'Europe sur la scène internationale aujourd'hui est complexe, d'où l'importance accrue d'améliorer l'unité, la cohérence et l'efficacité de l'action extérieure de l'UE. Afin de renforcer l'unité de l'UE, les États membres doivent être davantage disposés à faire des compromis et à s'engager dans des actions communes. Les instruments de

l'action extérieure de l'UE doivent être utilisés de manière uniforme en vue d'améliorer la cohérence. Pour renforcer l'influence et l'efficacité de l'UE, il convient d'accélérer le processus de prise de décision. En ce qui concerne certains secteurs de la politique étrangère et de sécurité commune, il faudrait poursuivre les discussions sur les possibilités établies par le traité de Lisbonne en matière de vote à la majorité qualifiée.

La réforme du financement des relations extérieures de l'UE pour le prochain cadre financier pluriannuel (2021–2027) est essentielle pour assurer la cohérence de ces actions. L'Union devrait prévoir un système plus simple et plus flexible qui permettrait de soutenir les objectifs thématiques par un financement présentant un bon rapport coût/efficacité.

L'UE joue un rôle pertinent dans le développement des structures de gouvernance mondiale. Il faut renforcer et, le cas échéant, réformer le système multilatéral fondé sur des règles, avec l'ONU au centre. Le respect du droit international et des droits de l'homme universels, ainsi que la promotion de la démocratie et de l'État de droit, doivent être au cœur de toute action extérieure de l'UE. L'UE doit conserver un rôle central dans les domaines de la politique de développement et de l'aide humanitaire, en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'accord de Paris sur le climat dans l'Union et à l'échelle mondiale. La promotion de l'égalité des genres, ainsi que des droits des femmes et des filles, doit aussi être prise en compte de manière transversale.

Pour assurer un rôle fort à l'extérieur de ses frontières, l'UE doit s'engager dans un dialogue actif à l'échelle mondiale. La présidence finlandaise poursuivra le développement intégré du partenariat UE-Afrique pour qu'il soit plus égalitaire et bénéfique pour les deux parties. Le changement écologiquement, économiquement et socialement durable afin de pouvoir gérer la dimension extérieure des migrations doit servir d'objectif commun. Il est essentiel d'orienter en priorité le financement du développement vers l'Afrique. Il convient de renforcer également le commerce et les investissements en faveur de l'emploi en tenant compte notamment des jeunes et des femmes d'Afrique. Soutenir la paix et la sécurité, le développement durable et les actions en faveur du climat en Afrique est un élément tout aussi important.

Il est essentiel de préserver le partenariat entre l'UE et les États-Unis, dont le rôle garantit la prospérité et la sécurité des deux côtés de l'Atlantique. L'UE doit également réexaminer ses relations avec la Chine en adoptant une approche stratégique et globale. En outre, il est important que l'UE continue à mener une politique cohérente et uniforme à l'égard de la Russie, y compris en matière de sanctions. Concernant la Russie, l'engagement sélectif, les contacts interpersonnels ainsi que la coopération régionale visant à protéger l'environnement ont un intérêt pour l'Union. La politique de dimension septentrionale dispose des outils appropriés à ces fins.

Renforcer la stabilité dans son voisinage est un objectif essentiel de l'UE. Le partenariat oriental de l'UE sert à assurer une coopération plus étroite avec les six pays partenaires et à soutenir les réformes qu'ils introduisent. Pendant la présidence finlandaise, la priorité est donnée au renforcement de la résilience des sociétés. En ce qui concerne le voisinage méridional, il convient d'augmenter le soutien de l'UE aux opérations de l'ONU visant à la médiation des conflits au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ces conflits constituant une terrible source de souffrance humaine.

La politique d'élargissement de l'UE joue un rôle central dans la promotion de la paix, de la stabilité et du développement en Europe. Pour pouvoir progresser sur la voie de l'adhésion à l'UE, les pays partenaires doivent s'engager à respecter les valeurs communes de l'UE. La région des Balkans occidentaux présente une importance stratégique pour l'UE. Par conséquent, la Finlande poursuivra les efforts en faveur des perspectives d'élargissement crédibles concernant ces pays. En tant que pays candidat, la Turquie est un partenaire essentiel de l'UE dans différents domaines.

L'importance de l'Arctique s'est accrue en raison des changements climatiques, de l'augmentation des activités économiques, de l'ouverture de nouveaux itinéraires de transport et du rôle géopolitique accentué de cette région. Par conséquent, l'Arctique continuera à gagner en importance au regard de la prospérité et de la sécurité de l'UE. À cause des changements climatiques, l'Arctique se réchauffe plus de deux fois plus rapidement que les autres régions, ce qui a des répercussions énormes tant pour cette région que pour le reste du monde. L'atténuation des changements climatiques doit donc se trouver au cœur de la politique arctique. Vu les ressources naturelles et le potentiel d'ouverture de nouveaux itinéraires, la région arctique a gagné en importance stratégique, et attire l'attention d'acteurs internationaux majeurs. L'UE doit investir dans la recherche et l'innovation en Arctique, ainsi que dans la protection de l'environnement et dans les actions en faveur du climat dans cette région, en particulier en ce qui concerne la réduction des émissions de carbone noir et les activités économiques durables en matière d'infrastructures, de transports et d'énergie. Il importe d'assurer le respect et la promotion de l'opinion et des droits des peuples autochtones et des collectivités locales de la région arctique.

5.2 Coopération en matière de sécurité et de défense pour protéger l'Europe et renforcer la sécurité

L'UE veut promouvoir la paix et la stabilité. Étant donné le contexte géopolitique difficile, l'UE doit développer sa coopération en matière de sécurité et de défense pour protéger ses citoyens et pour renforcer le rôle de l'UE en tant que garante de la sécurité. Conformément à la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE, nous devons être un partenaire crédible aux yeux des autres acteurs internationaux. Une coopération efficace en matière de sécurité et de défense renforce également la solidarité entre les États membres.

Des progrès importants ont été accomplis dans la coopération en matière de sécurité et de défense ces dernières années. Outre la mise en place de la coopération structurée permanente, le fonds européen de la défense, l'examen annuel coordonné en matière de défense ainsi que l'établissement de la capacité militaire de planification et de conduite, constituent des étapes importantes pour l'approfondissement de la coopération dans ce domaine. La présidence finlandaise veut assurer la mise en œuvre efficace des mesures permettant d'atteindre les objectifs fixés. Elle compte également poursuivre activement la discussion stratégique européenne sur la sécurité et la défense.

Nous voulons mener un débat sur le rôle de l'intelligence artificielle et de la transformation numérique dans le développement des capacités de défense.

Le potentiel du numérique et des applications de l'intelligence artificielle est considéré comme important. L'Europe doit donc rester à la pointe de ces progrès.

Les partenariats effectifs constituent un élément essentiel du développement de la coopération en matière de sécurité et de défense. Notre objectif est de renforcer la coopération UE-OTAN, en particulier en ce qui concerne la mobilité militaire et la lutte contre les menaces hybrides et informatiques. Il est important d'assurer de bonnes relations entre l'UE et les États-Unis.

5.3 Résilience face aux crises pour contrer des menaces hybrides et informatiques

L'UE, ainsi que ses États membres et ses institutions, font l'objet de menaces hybrides complexes, difficiles à repérer et à attribuer. Les menaces hybrides se développent rapidement et présentent un défi à long terme, et leur prévention nécessite une certaine préparation.

Les menaces hybrides consistent en différents instruments et actions ordinaires et extraordinaires que des États ou des acteurs non étatiques mettent en œuvre de manière coordonnée afin d'atteindre certains objectifs politiques. Les actions hybrides – comme les cyberattaques, l'interférence électorale et les campagnes de désinformation – ont pour but d'influer sur la prise de décision et d'affaiblir nos sociétés et l'unité de l'UE.

Il faut renforcer notre capacité à faire face aux menaces hybrides, tant au niveau de l'UE que dans les États membres. Nous avons besoin de mesures coordonnées et préparées ensemble.

Pour parvenir aux objectifs politiques établis par le Conseil européen et pour assurer l'effectivité des instruments existants, il est nécessaire de mettre en place un processus de travail plus cohérent. En outre, les partenariats forts, comme celui que constitue la coopération UE-OTAN, sont indispensables. Le Centre européen d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides est un acteur essentiel pour renforcer la coopération en ce qui concerne ces menaces.

Pendant la présidence finlandaise, nous allons organiser, à différents niveaux, une série de discussions politiques autour des éventuels scénarios. L'objectif est d'améliorer la résilience de l'UE face aux crises et d'augmenter la somme des connaissances concernant les menaces hybrides.

Le maintien d'un niveau élevé de cybersécurité est indispensable pour la sécurité des citoyens, des entreprises et des États membres, ainsi que pour le bon fonctionnement de l'UE en général. L'introduction de la technologie 5G apportera de nouvelles possibilités considérables, mais nécessite en même temps de renforcer la cybersécurité. Il faut améliorer la cybersécurité des infrastructures critiques en menant des actions communes à l'échelle de l'UE. Les économies nationales des États membres de l'Union, fortement liées entre elles, bénéficient de ces mesures communes visant à renforcer la cybersécurité. Nous voulons encourager l'acquisition de compétences en matière de cybersécurité. L'UE doit également se donner pour objectif de lutter contre les intrusions et de prévenir les éventuels conflits, ainsi que de réduire les risques liés à la cybersécurité et de contribuer à la stabilité des relations internationales.

6. AUTRES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTENCE FINLANDAISE

6.1 Gestion globale des migrations

La migration est un phénomène global. La gestion efficace des migrations nécessite l'adoption d'une approche intégrée et prenant en compte les dimensions intérieure et extérieure de ce phénomène. Grâce à un large éventail d'outils disponibles et à sa position forte sur le plan international, l'UE est mieux placée pour la gestion des migrations que les États membres individuels. La politique en matière d'asile et d'immigration axée sur les droits de l'homme se fonde sur les conventions internationales, sur la coopération entre différentes autorités, sur le contrôle efficace des frontières extérieures, ainsi que sur des procédures d'asile appropriées, rapides et de qualité du point de vue de la protection judiciaire.

L'adoption du régime d'asile européen commun en un seul paquet aurait été la solution la plus efficace au niveau européen. Néanmoins, malgré de nombreux efforts conjoints, ce projet n'a pas abouti. Ce dossier peut toutefois continuer d'avancer grâce à l'adoption de propositions individuelles pour lesquelles il est possible de dégager un accord. Ce faisant, l'UE pourrait faire de nécessaires progrès et obtenir des résultats tangibles en matière de gestion des migrations.

La réinstallation est un des moyens les plus efficaces pour aider les personnes plus vulnérables dans le cadre des crises migratoires. Le programme de réinstallation européen, soutenu par des mesures incitatives économiques d'un niveau suffisant, constituerait un instrument maîtrisé pour atténuer les pressions migratoires et pour montrer notre solidarité vis-à-vis des pays qui font l'objet d'une forte immigration.

Aucun progrès n'a été enregistré concernant la création de centres dits contrôlés conformément aux conclusions du Conseil européen. L'introduction de mesures provisoires permettant l'installation des personnes sauvées en mer constituerait une initiative plus actuelle pour résoudre les problèmes liés à la relocalisation des personnes sauvées. Jusqu'à présent, ces situations ont été traitées au cas par cas.

Le suivi efficace des routes migratoires et l'analyse des données du "tableau de situation" sont des éléments indispensables pour adopter une approche globale et mettre en œuvre des mesures visant à protéger l'espace Schengen. Nous devons rester vigilants à l'égard des routes migratoires, tant existantes qu'émergentes.

Afin d'élaborer une politique efficace et durable en matière de retour, l'UE doit utiliser tous les moyens disponibles, y compris les mesures incitatives positives et négatives, dans le cadre des politiques commerciale, de développement et des visas. Il faudrait orienter plus d'efforts et de ressources vers la réintégration des migrants renvoyés.

Le renforcement de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes aidera les États membres à contrôler leurs frontières et à rendre plus efficace les

retours des immigrés en situation irrégulière. Par conséquent, cette agence joue un rôle de premier plan pour pouvoir protéger l'espace Schengen et pour garantir la libre circulation.

6.2 Le cadre financier pluriannuel (2021–2027), moteur de la mise en œuvre des priorités de l'UE

En ce qui concerne le prochain cadre financier pluriannuel, la présidence finlandaise s'est donné pour objectif de clôturer les négociations au sein du Conseil à l'automne 2019. Il convient de parvenir à un cadre financier équilibré, qui tient compte des nouvelles priorités ainsi que des politiques traditionnelles afin de contribuer aux objectifs communs de l'UE dans les limites du plafond convenu. En outre, la présidence finlandaise cherche à faire avancer le plus possible les discussions liées aux propositions de règlements sectoriels.

Le futur cadre financier modernisé devrait permettre une mise en œuvre efficace des priorités politiques de l'UE. Une conditionnalité renforcée améliorera l'impact des fonds attribués par l'UE. Par conséquent, il faudrait conditionner l'allocation de fonds, notamment en ce qui concerne le respect de l'État de droit et la gestion des migrations.

L'Europe doit rester à la pointe dans les domaines de la recherche, du développement et de l'innovation. Le programme-cadre "Horizon Europe", fondé sur la concurrence ouverte et sur la recherche de haute qualité, constitue un outil d'importance cruciale à cet égard. La politique de cohésion doit elle aussi s'intéresser davantage au renforcement de la croissance et de la compétitivité de l'UE dans son ensemble. La cohésion sociale revêt une importance particulière en la matière. Les progrès accomplis dans le domaine de la cohésion territoriale diminueront les besoins liés aux fonds de cohésion. En ce qui concerne l'attribution de crédits, il conviendrait également de prendre en considération les caractéristiques plus permanentes des États membres, comme par exemple la faible densité de population.

Il faut assurer la rentabilité de l'activité agricole dans tous les États membres de l'Union. La politique agricole commune réformée et renouvelée doit permettre de faire face à des défis existants en matière de sécurité alimentaire et des aliments, de changements climatiques et de protection de l'environnement. Les fonds attribués au développement rural jouent un rôle essentiel.

La gestion des migrations nécessite l'adoption d'une approche globale. Le moyen le plus efficace de répondre aux besoins relatifs à la gestion des migrations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union, est de garantir un niveau de financement suffisant et d'utiliser différentes rubriques du cadre financier.

Le renforcement de la coopération européenne en matière de défense est l'une des nouvelles priorités qui peuvent générer une valeur ajoutée considérable au niveau de l'UE. Par conséquent, il faut y accorder une attention particulière dans le cadre financier à venir.

Les changements climatiques ont un impact sur nos modes de vie. Ainsi, les programmes financiers du prochain cadre financier doivent contribuer à nos objectifs communs en matière de climat. La proposition visant à augmenter la proportion des actions en faveur du climat à hauteur de 25 % du budget de l'UE

soutient cet objectif. La politique arctique de l'UE, ainsi que les projets financés au titre de différents instruments européens, doivent contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Il faut également trouver une solution globale simple, transparente et juste pour le système des ressources propres. À l'égard des recettes, nous voulons faire avancer les négociations entre les États membres en vue de parvenir à un résultat final équilibré.

La présidence finlandaise est également disposée à rechercher un accord sur le budget 2020 entre le Conseil et le Parlement européen. Qu'il s'agisse de la mise en œuvre du budget de 2019 ou de celui de 2020, les principes de la bonne gestion financière doivent toujours être respectés.



VALTIONEUVOSTO
STATSRÅDET

EU2019.FI